



**1<sup>er</sup> mai :**

**c'est les salaires et les pensions qu'il faut augmenter,  
pas l'âge de départ à la retraite !**

En France, entre deux échéances électorales majeures, les menaces les plus lourdes pèsent sur les conditions de vie des salariés à qui on veut faire payer les effets conjugués de la crise sanitaire et de la guerre.

Disons-le d'emblée, ce n'est pas aux salariés de payer la crise. Alors que l'inflation galope, que les salaires sont bloqués, ce sont les travailleurs qui sont la cible des attaques.

Les milliardaires se sont enrichis de 236 milliards supplémentaires lors de la pandémie et ils continuent en profitant de la guerre.

Dans le même temps, le pouvoir d'achat des salariés se dégrade fortement et la situation est utilisée pour chercher à nous imposer de nouvelles remises en cause de nos droits notamment le recul de l'âge de la retraite à 65 ans.

### **Retraites**

La CGT Finances Publiques s'oppose à tout recul de l'âge légal de départ en retraite et aux divers projets qui remettent en cause le régime général, les régimes spéciaux et qui aboutiraient à une baisse générale du niveau des pensions.

La CGT Finances Publiques s'inquiète d'une « nouvelle méthode », annoncée par Emmanuel Macron, qui se traduit déjà dans les propos tenus par Bruno Lemaire, dès le lendemain du second tour, sur un recours au 49.3 pour faire passer en force la réforme des retraites.

Pas plus qu'en 2019, nous n'accepterons de telles régressions et défendrons, bec et ongles, le maintien du code des pensions civiles et militaires.

### **Pour l'augmentation générale des salaires**

À l'inverse, la CGT Finances Publiques revendique l'augmentation générale des salaires (et donc des cotisations), celle de la valeur du point d'indice dans la fonction publique, l'égalité salariale Femme/Homme.

### **Protection sociale**

La crise sanitaire a mis en lumière la destruction de notre système de santé. Nous revendiquons l'arrêt des suppressions de postes, de lits, des services hospitaliers entiers ainsi que la fermeture programmée de structures hospitalières.

Le scandale ORPEA impose une véritable remise à plat de la prise en charge du grand âge et de la perte d'autonomie, par son intégration dans la sécurité sociale et par la création d'un service public doté des moyens nécessaires.

**Aussi la CGT Finances Publiques vous appelle à manifester le 1<sup>er</sup> Mai, journée internationale des droits des travailleurs, sur la base de ces revendications.**

**Manifestation le dimanche 1<sup>er</sup> mai 2022  
à Strasbourg, place Kléber - 10h00**